

mesures sanitaires et phytosanitaires afin de faciliter l'application courante de celles-ci dans les pays de la ZLEA.

- Faire avancer l'élaboration d'une structure institutionnelle pour la ZLEA.
- Continuer à accroître, par un engagement concret du Comité des représentants des gouvernements de la ZLEA sur la participation de la société civile, la participation de la société civile dans le processus d'élaboration de la ZLEA.
- Assurer une plus grande transparence du processus d'élaboration de la ZLEA, par exemple, en informant mieux le public.

Mercosur

Aperçu

Par le Traité d'Asunción, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay créaient en 1991 le Marché commun du cône sud (Mercosur). Lorsqu'il aura été complètement mis en œuvre, en 2006, le Mercosur permettra la libre circulation des produits et services, des capitaux et de la main-d'œuvre. Il comprendra un tarif extérieur commun (TEC) et prévoira l'harmonisation des politiques macroéconomiques et sectorielles. Cette union douanière, qui compte 215 millions de consommateurs (contre 400 millions pour l'ALENA), est le plus important marché d'exportation du Canada en Amérique du Sud. En 2001, le commerce bilatéral de marchandises avec l'Argentine a connu une légère baisse pour s'élever à 3,1 milliards de dollars canadiens, et les exportations canadiennes ont totalisé 1,1 milliard de dollars contre 1,29 milliard de dollars en 1999. Nos exportations consistent principalement en produits du papier, en potasse, en blé, en matériel de télécommunications et en technologies de l'information, en pièces d'aéronef, en produits du pétrole, en équipement, en malt, en minéraux, en matières plastiques, en matériel roulant et en produits pharmaceutiques. Les investissements étrangers directs du Canada sont concentrés dans les secteurs de l'aluminium, du pétrole et du gaz, des mines, de la production de l'électricité, du matériel et des services de télécommunications, et ont sensiblement augmenté ces dernières années. En 2000, ils étaient évalués à 8,7 milliards de dollars dans les pays membres du Mercosur et à 5,5 milliards de dollars au Chili, un membre associé.

Des tarifs extérieurs communs partiellement harmonisés ont été mis en place en 1995 et, déjà, environ 90 % des échanges entre les membres se font en franchise de droits. Les exceptions aux TEC, soit les centaines de lignes tarifaires différentes appliquées par chaque pays, doivent être éliminées d'ici 2006. En 2000, après des mois de négociations difficiles, le Brésil et l'Argentine ont achevé le texte final du régime du Mercosur

pour le secteur de l'automobile. Étant donné que les véhicules et les pièces automobiles forment au moins 30 % des échanges entre les pays membres du Mercosur, ce dernier est un accord important. Dans le secteur agricole, plusieurs problèmes demeurent. De plus, on n'a constaté aucun progrès dans le domaine de la libre circulation de la main-d'œuvre.

Le Mercosur mène un vaste programme à l'étranger dans le but de négocier l'établissement de liens plus étroits avec le Pacte andin, l'Union européenne, l'Afrique du Sud et les États-Unis et d'établir un dialogue avec le Japon, la Chine, l'AELE, le Canada et Israël. Depuis sa création, le Mercosur a négocié et conclu des accords de libre-échange avec le Chili et la Bolivie. Bien que le Chili et le Mercosur devaient intensifier leurs discussions sur la participation intégrale du Chili au bloc, son accession est encore incertaine puisque le Chili a annoncé en décembre 2000 qu'il négociait la conclusion d'un accord de libre-échange avec les États-Unis. Une plus grande intégration du Chili au bloc commercial que forme le Mercosur pose problème parce que ce pays dispose pour les importations d'une structure tarifaire sensiblement inférieure, soit 9 % en moyenne contre 14 % pour le Mercosur.

Par ailleurs, le Mercosur a aussi conclu avec l'Union européenne un accord-cadre dont la mise en œuvre devrait être terminée en 2005. Les deux parties ont présenté des propositions qui sont actuellement à l'étude. L'accès aux marchés des produits agricoles en provenance du Mercosur demeure un élément essentiel de l'avancement des négociations. Les pays du Mercosur ont également convenu d'entreprendre des discussions avec l'Afrique du Sud, un des principaux points de convergence, étant un important commerce bilatéral de pièces automobiles. De plus, le Mercosur et le Mexique ont eu des négociations sur la modification de leur « régime automobile commercial » en vigueur, en vue de la libéralisation progressive des droits de douane perçus sur les véhicules et les pièces automobiles d'ici 2010. Depuis septembre 2001, les États-Unis et le Mercosur ont eu des échanges de haut niveau sous la forme de consultations bilatérales de type 4 plus 1 établi en 1991, un mécanisme qui a depuis été réactivé.

Plus récemment, à la réunion des 12 présidents d'Amérique du Sud, qui s'est tenue en août 2000 à Brasilia, à la demande du Brésil, ces derniers ont convenu de créer « un forum consultatif entre les hauts fonctionnaires et les représentants de la société civile » pour étudier les formes que pourrait prendre une action commune dans les domaines du commerce et de l'investissement, afin de renforcer et d'intensifier l'intégration des pays de la région. Les présidents ont également décidé d'entreprendre des négociations en vue de créer, avant janvier 2002, une zone de libre-échange englobant le Mercosur et la Communauté andine. Le Suriname et le Guyana seront éventuellement invités à en faire partie, ce qui créerait une « zone économique intégrée » dans toute l'Amérique du Sud.